

DREAL Pays de la Loire,
Service SCTE,
Mme Gaëtane GERGAUD,

Objet : réponse demande pièces complémentaires, exonération cas par cas
Réf. 2022-6004

Meyreuil, le 22 mars 2022

Madame,

À la Suite de votre courrier de demande de pièces complémentaires du 14 mars 2022 concernant notre demande d'exonération au cas par cas, vous trouverez nos réponses en pièces jointes et ci-dessous.

La demande de pièces complémentaires se résume à :

- 1) Modification ICPE ;
 - 2) Rubrique 47b « premier boisement » ;
 - 3) Signataire de la demande de cas/cas ;
 - 4) Analyse des zones à impact, évitement ;
 - 5) Plan tranchées inter-abris ;
 - 6) L'entretien des parcelles ;
 - 7) La défense incendie ;
 - 8) La biosécurité de l'élevage ;
 - 9) L'intervention des techniciens dans la zone d'élevage ;
 - 10) Site Natura 2000.
- 1) Concernant votre demande par rapport à la rubrique 39 b : M. LUMINEAU a construit 3 poulaillers d'élevage. Pour la construction de ses poulaillers, M. LUMINEAU a effectué une demande de permis de construire qui lui a été accordé. La construction de ses poulaillers a débuté en août 2021, pour se terminer début d'année 2022. C'est pourquoi ses poulaillers n'apparaissent pas sur les vues aériennes, ni sur le cadastre car trop récent. Nous les avons fait apparaître sur le plan du projet pour plus de compréhension.
- Le site d'élevage de M. LUMINEAU est en déclaration ICPE ; le numéro de preuve de dépôt ICPE est le A-1-JI8M9T646.
- Le projet d'implantation d'abris à volailles mené par NOVAFRANCE Energy viendra équiper les parcours à volailles de M. LUMINEAU dans le but d'optimiser le bien-être de ses volailles, conformément aux directives européennes et françaises sur le bien-être animal.
- Les abris à volailles ne changeront en rien son statut ICPE puisque la mise en place d'abris à volailles n'a aucun impact sur la taille de son cheptel.

L'exploitation de M. LUMINEAU est donc toujours classée au régime de la déclaration des ICPE.

Notre projet ne consiste donc absolument pas en la création de nouveaux bâtiments d'élevage, mais simplement à la mise en place d'abris à volailles pour le bien-être des volailles (conformément aux exigences réglementaires).

Vous trouverez en pièces jointe de ce courrier le récépissé de la modification de l'ICPE. L'installation est classée sous le régime de la déclaration, et le projet de construction d'abris à volailles ne remet pas en cause le régime de l'exploitation, puisque le projet d'installation des abris n'a aucune influence sur la taille du cheptel.

- 2) Concernant la rubrique 47 b : sur cette demande, notre projet n'est pas soumis à cette rubrique car la notion de mise en place de « premier boisement » d'un terrain d'assiette est de 300 à 500 arbres par hectare. Or, notre projet consiste en la mise en place d'agroforesterie sur 8,3 hectares, avec un total de plantations de 100 arbres, ainsi que 120 mètres de haie en sortie de trappes. La densité de nos plantations ne peut donc pas être assimilée à la création d'un boisement de par la très faible densité des plantations.
- 3) Selon nos conseils juridiques, la demande de cas par cas doit être effectuée par le maître d'ouvrage, selon l'article L. 122-1 du code de l'environnement, c'est-à-dire l'auteur de la future demande de permis de construire relative aux projets d'implantation d'abris à volailles (NOVAFRANCE Energy).
- 4) Le plan d'implantation des abris à volailles réalisé par NOVAFRANCE Energy, en étroite collaboration avec les besoins de l'éleveur, intègre la prise en compte des zones sensibles (zones humides, zone NATURA 2000). NOVAFRANCE Energy s'assure systématiquement du fait que son plan d'implantation évite ces zones protégées. Ce plan d'implantation des abris est aussi réalisé en prenant en compte les règlements d'urbanisme des communes (PLU, RNU ou carte communale).
- 5) Vous trouverez en pièce jointe un plan avec les tranchées prévisionnelles liées au raccordement électrique de la production des abris, au sein du parcours. À savoir que les tranchées seront réalisées dans les règles de l'art, et respectant toutes les normes (NF C15-100 et autres).

Concernant le raccordement électrique au réseau ENEDIS, la législation nous impose de détenir une autorisation d'urbanisme pour solliciter le gestionnaire de réseaux (ENEDIS), dans le but d'obtenir une proposition technique et financière (PTF) sur la solution de raccordement réalisable. Ce n'est donc qu'une fois le permis de construire accordé que nous pourrions effectuer la demande de raccordement. Nous ne pouvons donc pas vous communiquer d'éléments fiables à ce stade du projet. Cependant, il nous paraît utile de préciser que le projet n'est économiquement pas compatible avec une solution de raccordement sollicitant la mise en œuvre d'une nouvelle liaison au poste source ENEDIS.

100% de nos projets sont, à ce jour, réalisés avec une utilisation du réseau existant le plus proche.

- 6) L'entretien de la parcelle ne sera aucunement affecté par la mise en place des abris à volailles, celui-ci sera toujours réalisé par l'éleveur, comme aujourd'hui.
- 7) Il est important de préciser que NOVAFRANCE Energy prend à sa charge, si besoin, la mise en conformité du site en ce qui concerne la gestion du risque incendie, avec l'installation d'une réserve incendie de 120 m3. Cependant, il faut noter que cette réserve d'eau ne sera utilisée que pour limiter la propagation d'un éventuel incendie. Les abris ayant une toiture de panneaux photovoltaïques produisant de l'électricité, celle-ci ne sera jamais directement arrosée par le SDIS.

- 8) Les abris sont conçus afin de maintenir un espacement entre les panneaux (1 à 2 cm) créant une évacuation diffuse des eaux de pluie, permettant ainsi le maintien de la strate herbacée. Les eaux pluviales se répartiront uniformément sous les abris. De plus, une gouttière sera présente en bas de pente, permettant, en cas de forte pluie, de récupérer le surplus d'eau et de le rediriger vers un puits perdu, permettant une infiltration naturelle dans le sol, sans contact avec les déjections des volailles. Cette gouttière permet de sécuriser l'éleveur sur l'absence d'eau stagnante, liée aux abris, dans les parcours en cas de fortes pluies.

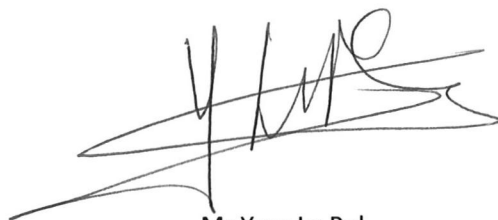
Notre concept d'abris à volailles intègre la mise en place, sur chaque abri à volailles, et l'installation de pics anti perchage, afin de rendre impossible le perchage des différents oiseaux sauvages. Le retour d'expérience sur nos premières constructions, réalisées en avril 2021, a montré une totale efficacité de ces systèmes anti perchage.

Il n'y a donc aucun impact entre l'eau ruisselant éventuellement des panneaux photovoltaïques et les fientes des volailles ou des oiseaux sauvages.

- 9) Une fois les abris installés et les toitures photovoltaïques raccordées au réseau, les interventions sur site seront ponctuelles : seule une visite annuelle de maintenance préventive est prévue. Un suivi à distance est mis en place pour limiter les interventions, notamment les maintenances curatives.
Le projet de création d'abris à volailles intègre la mise en place d'un sas sanitaire 3 zones (3 m²), qui permet à 100% de nos intervenants sur le site de respecter l'ensemble des consignes sanitaires de l'élevage. Ils rempliront donc le cahier de suivi, et se conformeront aux règles sanitaires du site. Les techniciens disposeront d'équipements de protection jetables (combinaison, charlotte et surbottes) et de désinfectant. Les quelques outils apportés seront désinfectés avant de pénétrer dans les parcours.
- 10) Notre projet est hors site Natura 2000. Le site Natura 2000 le plus proche se situe à plus de 30 km (cf. Plan en pièces jointes)

En espérant que vous donnerez une suite favorable à notre demande d'exonération au cas/cas,

Veuillez agréer, Madame, l'expression de notre considération distinguée.



Mr Yves Le Bel
y.lebel@novafranceenergy.com

Pièces jointes :

- Récépissé de la modification de l'ICPE ;
- Plan du projet intégrant les tranchées inter-abris.
- Plan Natura 2000

NOVAFRANCE Energy

Arteparc de Bachasson – Bât. C, rue de la carrière de Bachasson 13590 MEYREUIL

SAS au capital de 267 875€ - SIREN 752 075 713

Tél. : 04 86 91 49 01 ; Mail : contactpc@novafranceenergy.com ; Site web : www.novafranceenergy.fr